

Éditorial

En 2005, le Sillon alpin a engagé la réflexion sur son projet métropolitain, avec les villes et agglomérations de son territoire. Dans son plan d'actions, le fait métropolitain est un élément fort que nous essaierons désormais d'avoir en référence.

Les "emplois métropolitains supérieurs" c'est-à-dire ingénieurs, cadres dans des branches d'activités tertiaires supérieures (finance, informatique, recherche, services aux entreprises) traduisent la richesse d'un territoire. A l'orée des années 2000, le Sillon alpin de Valence au Genevois français regroupait, dans ses 5 principales aires urbaines, 1,2 M d'habitants et 450 000 emplois totaux, dont 47 300 "emplois métropolitains supérieurs" (10,5 %), ce qui le place au dessus de la moyenne France (7,9 %), et au même niveau que la RUL. Derrière ces chiffres ressortent :

- la part privilégiée de la recherche dans ces "emplois métropolitains supérieurs" : 11 600, soit près de 25 % (alors que la France entière a un taux de recherche de 15 % et Lyon, 18 %).
- la croissance rapide de ces emplois depuis 1990 : de l'ordre de 20 % en 9 ans.

Enfin, le Sillon alpin reçoit un grand nombre de congrès scientifiques de niveau international, que ce soit au nord, avec notamment le CERN, ou à Grenoble. Dans cette dernière agglomération, ce sont 30 congrès de ce type qui auront été accueillis en 2006, programmés par les Universités, le CEA, ou le CNRS.

Notre territoire métropolitain a donc toute légitimité dans son positionnement européen.

Dans l'attente de nouveaux chiffres globaux (INSEE 2008), nous nous attacherons à cerner quelques indicateurs significatifs : les évolutions des effectifs de recherche et universitaires, les congrès scientifiques d'importance, les évolutions des emplois technologiques, et celles des pôles de compétitivité.

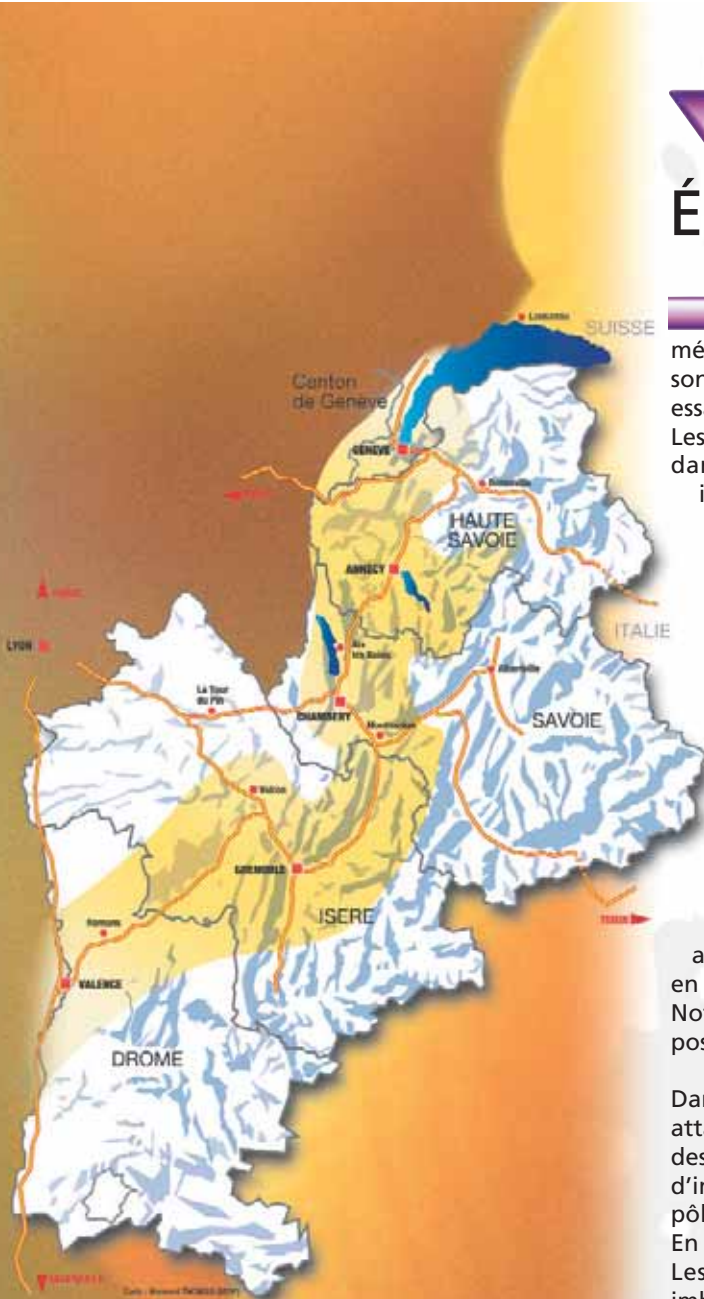
En 2006, ces pôles sont entrés en phase active.

Les zones de recherche et développement ont été délimitées, imbriquant davantage encore nos départements (ARVE-INDUSTRIES, TENNERDIS et MINALOGIC*).

Un grand nombre de projets ont déjà été financés : une dizaine sur MINALOGIC (36 M€), 25 sur TENNERDIS (27 M€), 8 sur ARVE-INDUSTRIES (14 M€).

Notons enfin que la Conférence des Départements finance depuis 2005 des actions de valorisation en périphérie de ces pôles en direction des PME et des sous-traitants [Mécatronique et énergies renouvelables (solaire)].

*Les départements sont engagés individuellement dans d'autres pôles d'échelle régionale (Sporaltec, Techtera, loisirs numériques, Trimatec, etc.)



Bernard Thomas - MDP 73

Réalisation :

- SED Haute-Savoie (Société d'Équipement du département de Haute-Savoie)
- MDP (Mission Développement Prospective)
- AEPI (Agence d'Études et de Promotion de l'Isère)
- Conseil Général de la Drôme

Le fait métropolitain

Les Universités

Avec 100 000 étudiants, dont 75 000 inscrits à l'université (un chiffre stable), le Sillon alpin occupe une place significative entre l'université de Lyon, celles d'Aix-Marseille et de Turin.

Sur la partie française du Sillon alpin (60 800 étudiants), l'ensemble universitaire se caractérise par :

- Une part de doctorants (5,9 %) nettement supérieure à la moyenne nationale (4,7 %) sous l'influence de Grenoble (7,4 %).
- Une connotation scientifique assez nette, avec 45 % des inscrits en matières scientifiques (31 % en moyenne nationale), et 30 % en sciences et technologies, structure de la matière, sciences de l'ingénieur (16 % en moyenne nationale).

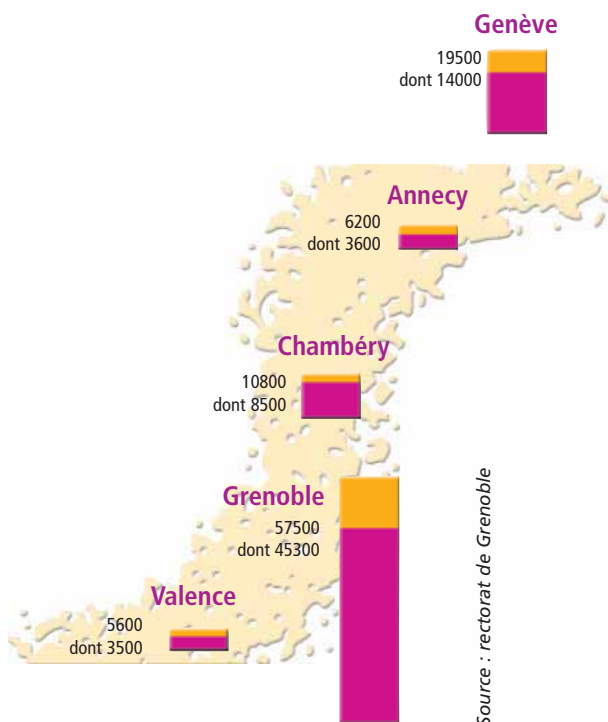
Ces deux indicateurs sont liés puisque la majorité des doctorants le sont dans les domaines scientifique et technique (68 % à Grenoble dans les écoles doctorales hors santé).

- Une part d'étudiants étrangers importante : 15 %, avec le poids de Grenoble 17 %, mais aussi 10 % dans les Savoie (Lyon accueille 12,9 % d'étudiants étrangers).
- Un recrutement local Sillon alpin de 63 %, extérieur à Rhône-Alpes de 18 %. Ce chiffre est inversé pour les écoles d'ingénieurs de l'Université, où le recrutement est très majoritairement extérieur.

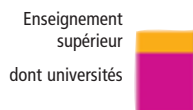
Sur Genève :

- La part de doctorants est également élevée : 13 %.
- La connotation scientifique se réfère à la médecine.
- La part d'étudiants étrangers est élevée : 21 % (mais avec la proximité française).

A titre de comparaison, Lausanne en accueille 20 %.



Nombre d'étudiants inscrits 2005/2006



La Recherche

Annecy : 400 personnes dans 12 laboratoires :

- 144 enseignants chercheurs
- 57 personnes rattachées CNRS
- 96 doctorants recherche scientifique
- 100 techniciens et personnels administratifs

Chambéry : 550 personnes dans 15 laboratoires :

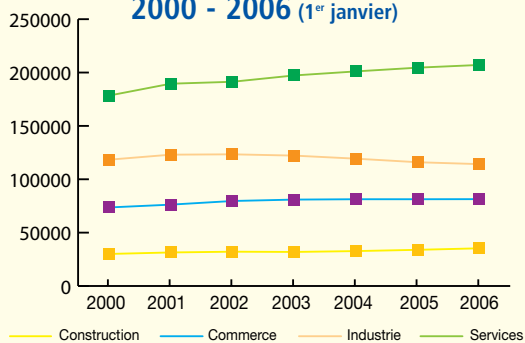
- 273 enseignants chercheurs
- 48 chercheurs rattachés CNRS & INRIA
- 159 étudiants chercheurs en doctorats et 500 emplois dans la recherche publique et privée .

Grenoble : → 200 laboratoires : 3 500 doctorants en 14 écoles doctorales
→ 5 laboratoires et instituts de recherche internationaux
→ 9 grands organismes de recherche nationaux
→ 750 dépôts de brevets par an
11 000 emplois dans la recherche publique et 6 500 emplois dans la recherche privée

Valence : 300 enseignants chercheurs et techniciens à l'université
→ 80 personnes dont 40 enseignant-chercheurs à l'ESISAR.

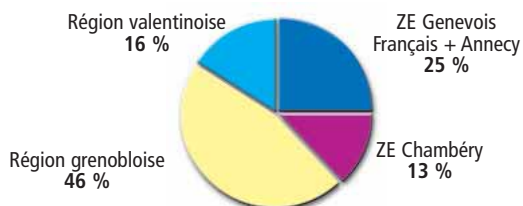
Genève : → 3 pôles de recherche nationaux en sciences des matériaux, génétique, études des émotions
→ 2^e rang mondial en biologie moléculaire
→ 6^e rang mondial en physique
→ 2000 enseignant-chercheurs et doctorants
CERN : 3 000 emplois et 6 500 scientifiques utilisateurs

Evolution de l'emploi salarié privé 2000 - 2006 (1^{er} janvier)



Source : Assedic

Répartition des emplois en 2006



L'économie

L'emploi salarié privé

2005 : une hausse modérée de l'emploi salarié privé

Après avoir connu une stagnation de l'emploi en 2004, le Sillon alpin, qui compte **438 000 emplois** salariés dans le secteur privé, a enregistré, en 2005, une croissance assez modérée (+2 270 emplois) plus faible qu'au niveau national (+0,5% contre +0,7% pour la France).

La forte progression dans la construction (+1 400 emplois) et dans les services (+2 600) a réussi à compenser la baisse dans l'industrie (moins 1 800). La région grenobloise se montre la plus dynamique avec 2 130 emplois supplémentaires dont plus de la moitié dans les services aux entreprises, la zone d'emploi de Chambéry crée 1 000 emplois essentiellement dans les services opérationnels aux entreprises (travail temporaire, sécurité, nettoyage), la région valentinoise présente une quasi stabilité de ses effectifs (+110). Seule la partie haut-savoyarde du Sillon alpin continue même de perdre des emplois (moins 970), à un rythme supérieur à 2004 (moins 0,9% en 2005 contre moins 0,4% en 2004).

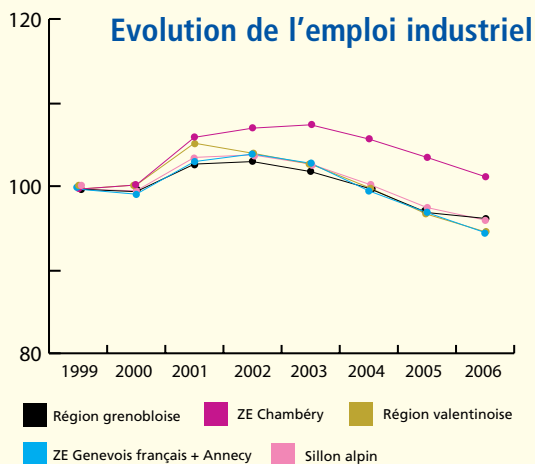
L'industrie du Sillon alpin

2005 : Une meilleure résistance de l'emploi qu'en 2004

Grâce à sa spécialisation dans les activités high tech, et particulièrement dans les composants électroniques, l'industrie du Sillon alpin a vu sa situation s'améliorer puisque la baisse des effectifs y est limitée (moins 1,5% en 2005 contre moins 2,8% en 2004). Le Sillon alpin se distingue ainsi de la France et de la région Rhône-Alpes, où le taux de décroissance atteint 2,5% en 2005. La partie haut-savoyarde voit ses effectifs industriels diminuer fortement (moins 725 emplois) au même rythme qu'au niveau national.

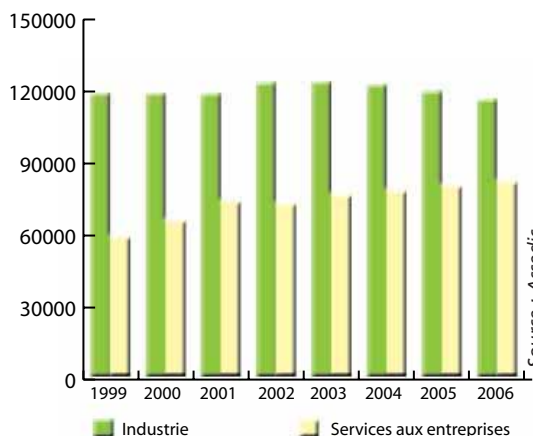
Trois secteurs d'activités ont enregistré une hausse de leurs effectifs : les composants électroniques (+485 emplois), les biens d'équipement électrique et électronique (+93) et l'industrie agroalimentaire (+56). A l'inverse l'industrie traditionnelle a supprimé un grand nombre d'emplois : habillement-cuir (-644), métallurgie et transformation des métaux (-552), bois et papier (-350), équipements du foyer et articles de sport (-252), chimie, caoutchouc et plastiques (-212). A noter que pour la première fois depuis 2001, l'industrie des biens mécaniques, 1^{er} employeur avec 21 100 emplois, a maintenu ses effectifs en 2005.

Evolution de l'emploi industriel



Source : Assedic

L'emploi dans l'industrie et les services aux entreprises



Source : Assedic

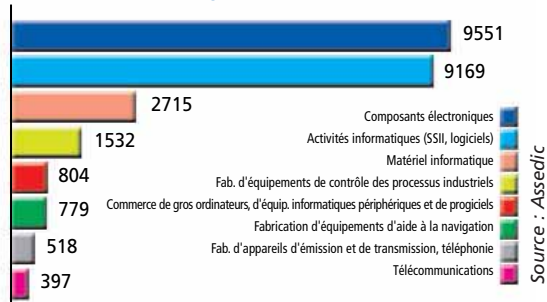
Le secteur salarié privé des commerces et des services

2005 : le ralentissement des créations d'emplois se poursuit

L'emploi dans le commerce et les services continue d'augmenter mais à un rythme ralenti : +1,5% en 2003, +1,2% en 2004 et +0,9% en 2005, (inférieur à la moyenne France). Avec 288 500 emplois, les commerces et les services du secteur privé n'ont créé que 2 630 emplois en 2005 contre 3 500 en 2004.

Comme l'an dernier, avec 81 600 emplois, les services aux entreprises sont le principal moteur de la croissance de l'emploi. Ils enregistrent 1.660 emplois supplémentaires, dont 860 dans le conseil et assistance et 660 dans les services opérationnels. Les principales activités créatrices d'emplois sont le conseil en système informatique (+430), le conseil en gestion et l'administration d'entreprises (+420) et le nettoyage (+540). Le travail temporaire (un quart de l'emploi dans les services aux entreprises) reste stable (18 400) avec des évolutions contrastées entre la partie haut-savoyarde (-900 emplois intérimaires) et le reste du Sillon alpin où l'intérim est en progression. La hausse des emplois dans les services aux entreprises est fortement corrélée au développement des besoins de l'industrie.

Les emplois des technologies de l'information et de la communication par activité en 2006 (1^{er} janvier 2006)



Dans le commerce qui compte environ 81 350 salariés ainsi que dans les services aux particuliers qui emploient 32 450 salariés, les effectifs sont stables. A noter la forte augmentation de personnel (+355 emplois) dans l'accueil aux personnes âgées ou handicapées.

Les technologies de l'information dynamisent la croissance de l'emploi du Sillon alpin

Les technologies de l'information, qui totalisent **26 000 emplois**, ont créé 900 emplois supplémentaires entre 2005 et 2006, en majorité concentrées dans la région grenobloise avec une spécialisation dans les composants électroniques et les services informatiques. Ces activités, qui ne représentent que 6% de l'emploi salarié privé, sont stratégiques pour le Sillon alpin. Elles assurent le renouvellement et la modernisation du tissu économique local.

Le marché de l'emploi

Une nouvelle baisse marquée des demandeurs d'emplois en 2005

Le sillon alpin connaît une baisse importante des demandeurs d'emploi de catégorie 1 et 6 en 2005 avec **51 404 demandeurs d'emploi**, soit une baisse de 12,5% par rapport à mars 2005. Cette baisse observée sur l'ensemble des territoires du sillon alpin, est particulièrement marquée dans la région Grenobloise (-15%), la ZE de Chambéry (-12,7%) et la ZE d'Annecy et du Genevois Français (-12%). La baisse est légèrement plus faible dans la partie drômoise du sillon alpin avec -7,8%.

11,4% des demandeurs d'emploi sont âgés de plus de 50 ans et 16,6% ont moins de 25 ans. Ces tendances sont à la baisse comparativement à mars 2005 (-20% en moyenne), le taux de jeunes demandeurs d'emploi reste plus élevé cependant dans la région grenobloise et dans le Sillon alpin drômois avec respectivement 18 et 19%.

24,8% des demandeurs d'emploi du sillon alpin sont sans qualification, 45% sont employés ou ouvriers qualifiés (dont 34% d'employés qualifiés), 11% techniciens ou agents de maîtrise et 9% cadres et ingénieurs (12% dans la région grenobloise).

Le taux de chômage en mars 2006

en %	au 1 ^{er} trimestre 2005	au 1 ^{er} trimestre 2006
Haute-Savoie	7,2	6,4
Savoie	7,7	6,8
Isère	8,8	7,9
Drôme	11,3	10,5
Rhône-Alpes	9	8,1
France	10,2	9,5

Source : INSEE

Les créations d'établissements

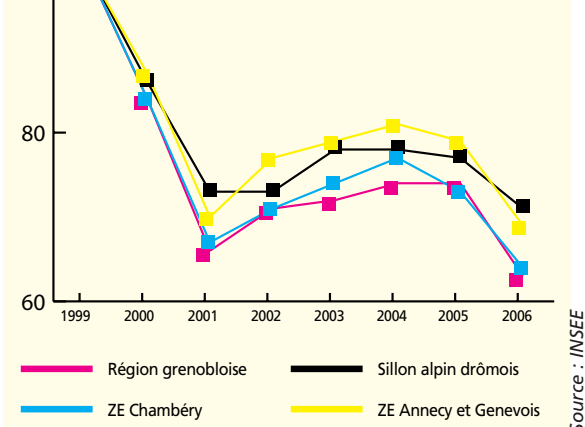
Un léger repli en 2005

En 2005, **10 164 établissements** ont été créés dans le sillon alpin, soit un taux de création de 12,1% (10 262 en 2004). Au 1^{er} janvier 2005, le sillon alpin comptait 83 700 établissements, en progression de 8% par rapport à 2004 (le nombre de radiations a donc été inférieur aux créations au cours de l'année 2005).

La création d'établissements a suivi la tendance régionale en 2005 (léger repli également en 2005 avec un taux de création de 12,7%) et 77% des créations d'établissements sont des créations pures et 19% des reprises (respectivement 75% et 20,5% au niveau régional). Le poids de chaque territoire du sillon alpin en terme de créations reste proportionnel à son nombre d'établissements.

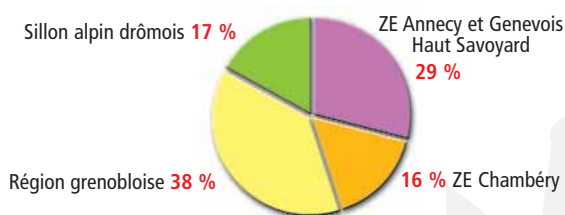
Le secteur des services représente 53% des créations d'établissements, le commerce 25%, la construction 15% et le secteur industriel 6,5%. La partie Drômoise du sillon est caractérisée par une surreprésentation du commerce (32% des créations) et la Savoie par une légère surreprésentation du secteur industriel (7,7%).

Evolution des demandes d'emploi (cat. 1 et 6)* entre mars 1999 et mars 2006



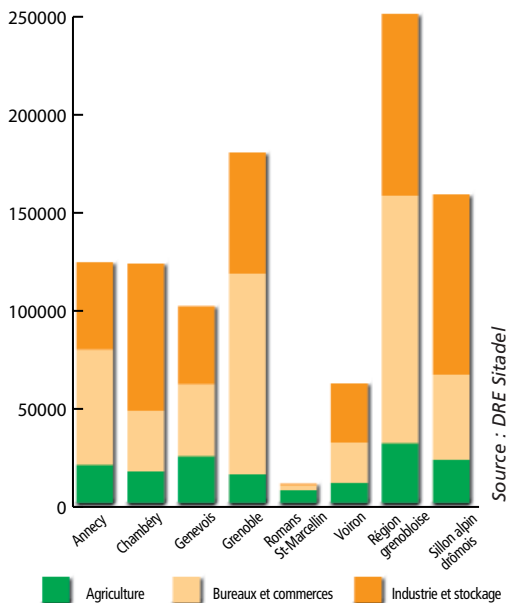
* recherche CDI à temps plein

Création d'établissements en 2005



Source : INSEE Sirène

SHON des locaux d'activités autorisés en 2005



Les surfaces construites de locaux économiques

Un léger repli

74,9 ha de surface de plancher ont été autorisés en 2005 pour des activités dans le Sillon alpin : 4% de moins qu'en 2004.

L'année 2005 s'est traduite par un double mouvement :

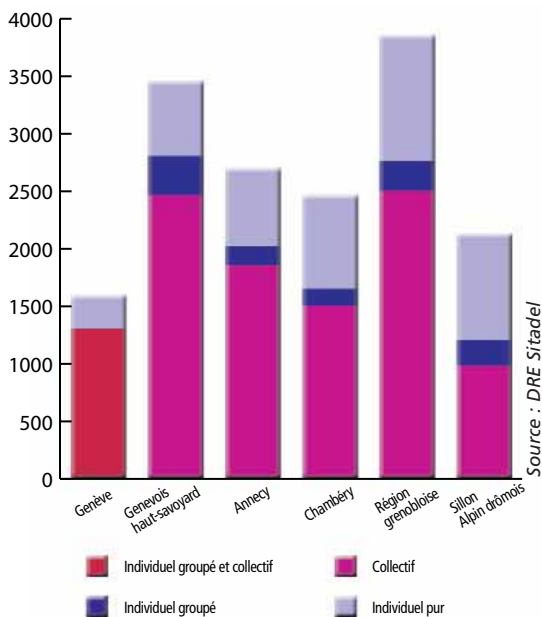
- La forte reprise des autorisations de construction de locaux économiques dans le Nord du Sillon alpin, après une année de net repli en 2004. La construction a ainsi rebondi de 40% dans le Genevois après un repli de 26% en 2004. La progression est moins forte mais encore très significative dans les bassins chambérien (+34%) et annécien (+26%).

- Le repli sensible de la construction de locaux économiques dans le Sud du Sillon alpin après deux ans de forte croissance. Ce repli atteint 12% dans la région grenobloise et même 34% dans le Sillon alpin drômois. Le niveau atteint en 2005 reste malgré tout très largement supérieur à celui de 2002.



Le logement

Nombre de logements autorisés en 2005



La construction de logements

Nouvelle hausse

16 200 logements ont été autorisés en 2005 dans le Sillon alpin, de Genève à Valence. Avec 1 200 logements de plus que l'année précédente, la progression est de 8% en un an, et dépasse de 50% sur 2002.

Au Sud, le léger repli en 2005 (-6%) est lié à celui de la construction de logements individuels (-17%). Au Nord la croissance est généralisée : hormis dans la zone d'emploi d'Anney (5%), elle est proche de 20%. Dans le canton de Genève, le niveau de construction modéré (10% de l'ensemble du Sillon alpin) traduit cependant un début de réponse aux difficultés de se loger dans l'agglomération transfrontalière.

Depuis plusieurs années, les logements collectifs tirent la croissance de la construction : ils représentent aujourd'hui 72% des logements autorisés.

Les logements individuels représentent désormais 28% des constructions (33% l'année précédente). Leur poids dans la construction recule dans tout le Sillon alpin et varie selon le degré de pression sur le foncier.

L'offre supplémentaire de logements sociaux a été très importante en 2005 : plus de 1 900 logements sociaux ont été autorisés, soit 52% de plus qu'en 2004. En conséquence, la part des logements sociaux dans la construction de logements a atteint 13%, contre 9% en 2004.

La commercialisation de logements neufs

Léger ralentissement

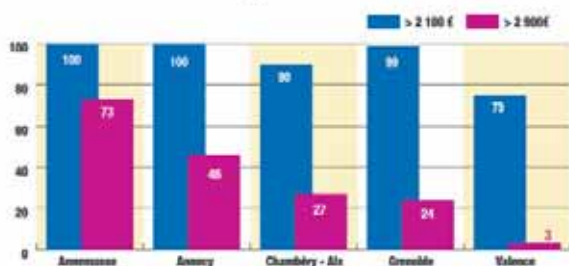
2005 marque un nouveau ralentissement global de la commercialisation de logements neufs dans le Sillon alpin : 3 024 logements et - 2,5 %, sous l'influence de Grenoble (- 9,6 %) et d'Anney (après une année 2004 particulièrement dynamique) alors que Annemasse et Aix les Bains progressent (+ 4,5 % et + 6,5 %), de même que Valence.

Parallèlement, sauf sur Anney, l'offre est partout en progression : + 16,4 % sur l'ensemble du Sillon alpin.

De ce fait, le marché se détend dans toutes les agglomérations, avec un stock oscillant, selon les villes, entre 4 et 7 mois de commercialisation.

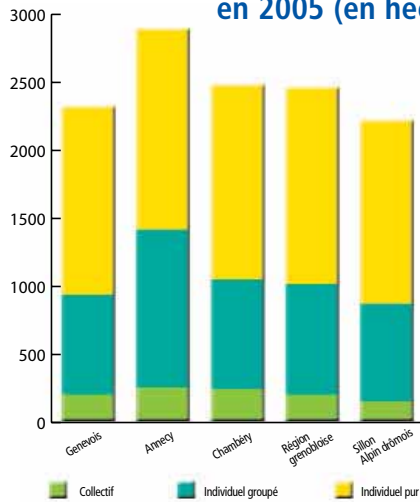
Les prix en collectif neuf continuent leur croissance. Sur Annemasse et Anney, aucun logement n'est vendu en dessous de 2 100 €/m², sur Grenoble : 1 %, sur Chambéry : 10 %, sur Valence : 25 %.

Part du marché immobilier (%)



Source : DRE ECLN

Superficie des terrains concernés par des nouveaux logements en 2005 (en hectares)



Source : DRE Sifadef

Le foncier

La consommation de foncier par le logement

Une certaine économie de foncier

861 ha de terrain ont été consommés pour le logement en 2005 (canton de Genève exclu). L'économie de foncier est sensible en 2005 : 7% par rapport à 2004. Un chiffre d'autant plus spectaculaire que le nombre de logements autorisés a augmenté dans le même temps de 4%. Aujourd'hui, un logement consomme 595 m² de terrain, avec assez peu de différence entre les territoires. Malgré leur nombre moins important, les logements individuels représentent toujours les 2/3 du foncier consommé, avec 1 416 m² en moyenne, soit 2,5% de plus qu'en 2004 (mais 18% de moins qu'en 2002). A l'inverse, l'habitat collectif a été bien plus économe en terrain en 2005 qu'en 2004 (208 contre 241 m² par logement).

La consommation de terrain par logement individuel, quel que soit le territoire, est globalement identique.

La consommation de foncier par les zones d'activités

Une année de pause

Le Sillon alpin compte 20 zones d'activités vitrines, offrant une surface de plus de 1 800 ha. Si 178 ha y sont disponibles dès aujourd'hui, 850 ha le seront prochainement afin d'accompagner le développement économique du Sillon alpin dans le futur (zones de Centr'Alp et du Rovaltain notamment). S'ajoutent à cette offre de terrains une offre de bureaux qui tend à se développer d'année en année.

12 hectares de terrains ont été consommés en 2005. Ce niveau est nettement en retrait par rapport à 2004 (31 ha), en raison d'une acquisition importante de ST Microelectronics Crolles.

Pour les terrains nus, les prix sont en moyenne de 30 € le m² dans les zones vitrines du Sillon alpin, mais varient de 11 à 70 € selon le profil de la zone et son environnement : 11 € à Romans dans la zone des Allobroges et 70 € à Polytec (agglomération grenobloise).



• CONSEIL GÉNÉRAL DE LA HAUTE-SAVOIE
Hôtel du Département
1, rue du 30^e Régiment d'infanterie
BP 2444 - 74041 ANNECY CEDEX
Tél. 04 50 33 50 00

• CONSEIL GÉNÉRAL DE LA SAVOIE
Hôtel du Département
BP 1802 - 73018 CHAMBÉRY CEDEX
Tél. 04 79 96 73 73

• CONSEIL GÉNÉRAL DE L'ISÈRE
Hôtel du Département
7, rue Fantin Latour
BP 1096 - 38022 GRENOBLE CEDEX
Tél. 04 76 00 38 38

• CONSEIL GÉNÉRAL DE LA DROME
Hôtel du Département
26, av. Président Herriot
26226 VALENCE CEDEX 09
Tél. 04 75 79 26 26